

L'ECONOMIE DES MATIERES PREMIERES: BASES THÉORIQUES ET  
APPLICATIONS PRATIQUES AUX CAS DU CANADA ET DU CAMEROUN<sup>1</sup>.

Par

Henri-Paul BOLAP, PhD.

---

<sup>1</sup> Texte écrit dans le cadre du cours ENP – 7168 « Problèmes et politiques économiques » de l'École nationale d'administration publique du Québec (Énap)- Campus de Montréal, le 14 avril 1992.



## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	P.5.
I/.BASES THÉORIQUES DU DÉVELOPPEMENT OU DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUES.....	P.6.
A/. CROISSANCE OU DÉVELOPPEMENT? .....	P.8
1/. CROISSANCE ET CERCLES VICIEUX DE LA CROISSANCE. ....	P.8
2/. LA DYNAMIQUE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.....	P.11.
a). Les étapes du développement économique selon Rostow.....	P.12.
b). L'approche classique du développement.....	P.13.
B/. LES THÉORIES DU DÉVELOPPEMENT PAR LES MATIERES PREMIERES	
1). La « Staple Theory » d'Innis.....	P.15.
2). Easterbrook et les incertitudes macro-environnementales.....	P.15
II/. DE L'ÉCONOMIE DES MATIERES PREMIERES A UN DÉVELOPPEMENT AUTO-ENTRETENU : LE CHEMINEMENT DU CANADA ET LE CONTRE-EXEMPLE CAMEROUNAIS.	
A/. UNE BREVE HISTOIRE ÉCONOMIQUE DU CANADA.....	P.19.
1/. LES INCERTITUDES MACRO-ENVIRONNEMENTALES.....	P.19.

2/. LES MATIERES PREMIERES DOMINANTES ET LEUR IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT DU CANADA.....	P.19.
a). La pêche.....	P.19.
b). Le commerce des fourrures.....	P.20.
c). L'exploitation forestière.....	P.20.
d). Le « boom » du blé des Prairies.....	P.21.

## B/. LE CONTRE-EXEMPLE CAMEROUNAIS.

1). LES INCIDENCES ÉCONOMIQUES DE LA DÉPENDANCE POLITIQUE.....	P.25.
2). LES INCERTITUDES DES MARCHÉS INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES.....	P.28.
3). Le cacao, une production qui sous - développe ?.....	P.30.
a). Une production stagnante.....	P. 30.
b). Cacao et développement : L'impossible équation .....	P.31.
b-1). Le poids spécifique du cacao dans l'économie nationale.....	P.31
b-2). Une accumulation de capital insignifiante.....	P.32.
b-3). L'industrialisation par le cacao : un rendez-vous manqué.....	P.33.

## C/. LES ALTERNATIVES AUX ÉCONOMIES DES MATIERES PREMIERES.

1/. PROBLÉMATIQUE DE LA DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE.....	P.36.
a). Détermination de la détérioration des termes de l'échange.....	P.36

b). Facteurs explicatifs.....	P. 37.
1). La demande.....	P. 37.
2). Les prix.....	P.37.
2/. L'APPORT DES THÉORICIENS DE LA DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE.	
a). Raul Prebisch et l'échange inégal.....	P.40.
b). Singer et la répartition inégale des gains du commerce international et de l'investissement.....	P. 42.
3/. LES RECOMMANDATIONS D'UN GROUPE D'EXPERTS DE LA C.N.U.C.E.D.	
a). Solutions au niveau national.....	P. 46.
b). A l'échelle régionale.....	P. 46.
c). Au plan international.....	P.47.

## CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE.....	P.49.
--------------------	-------

## INTRODUCTION

« En 1986, avec la baisse des prix et de la production de pétrole, du cacao et de café, le Cameroun perd 300 milliards de francs cfa, soit la valeur de ses exportations en 1981, selon les chiffres officiels ». C'est ainsi que Philippe Gaillard<sup>2</sup> décrit le dernier des cahots que connaît le développement du Cameroun depuis les indépendances.

Ce cas est d'autant plus inquiétant et alarmant pour les promoteurs du développement que le même auteur souligne la situation particulière du Cameroun dans le panorama économique africain. En effet, pendant 25ans, l'économie du Cameroun connut une situation « atypique ». Ainsi, alors que le taux moyen de croissance annuelle fut de 4,8% pour le reste de l'Afrique sub-saharienne de 1960 à 1970, au moment où tout le continent profitait d'un environnement international connaissant globalement une forte croissance, le Cameroun piétinait avec 3,8% de croissance annuelle moyenne pendant cette période.

Mais des années 70 au début de la décennie 80, la croissance économique de ce pays enregistra un bond remarquable, s'établissant à 5,6%, contre 3,8% pour une bonne partie des pays du continent. Enfin, de 1980 à 1985, des records furent battus avec 7,5% de croissance annuelle, tandis qu'ailleurs la crise et la régression économique s'installaient durablement, de nombreux pays subissant même des taux de croissance négatifs.

Toutefois, l'« alignement » du Cameroun sur la règle commune africaine à partir de 1986, donne l'occasion de se poser des questions sur les chances d'un développement économique qui prendrait son envol sur un appareil de production comptant prioritairement sur l'exploitation et l'exportation de matières premières de toutes origines.

Questions d'autant plus pertinentes que selon un document rendu public en 1990 par la Commission des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (C.N.U.C.E.D)<sup>3</sup>, le secteur des produits de base fournit la moitié

---

<sup>2</sup> Philippe Gaillard, *Le Cameroun*, Tome 2, Paris, l'Harmattan, 1989, 238 pages.

<sup>3</sup> *Africa's Commodity Problems: Towards A Solution*, United Nations Secretariat-General's Experts Group on Africa's Commodity Problems, U.N.C.T.A.D., Geneva, 1990, 164 pages.

du revenu national pour la quasi-totalité des pays africains producteurs ou non producteurs de pétrole ; entre 90 et 100% de leurs exportations et dérivent. En particulier, 85% des recettes en devises étrangères du Cameroun lui sont fournies par le commerce des matières premières, et 94% de celles du Burundi proviennent essentiellement des ventes à l'étranger du café produit par ce pays.

Par ailleurs, 11 pays du continent dépendent pour leurs revenus extérieurs de la vente d'une seule matière première<sup>4</sup>

La question de savoir si une sortie du sous-développement par le commerce des matières premières est possible est par conséquent d'une évidence cruciale. Pour tenter d'y apporter une réponse, nous avons pensé qu'une brève et partielle revue de la littérature consacrée aux aspects théoriques de ce problème économique, et une illustration par le cheminement pratique d'un pays comme le Canada, connu pour l'importance que les matières premières occupent dans son économie depuis sa mise en valeur systématique, pourraient permettre de mieux appréhender la situation que connaissent actuellement des pays comme le Cameroun et de dégager les perspectives à long terme qui s'offrent à eux.

## I. LES BASES THÉORIQUES DU DÉVELOPPEMENT OU DE LA CROISSANCE ECONOMIQUES.

L'économiste anglais Clark<sup>5</sup> à qui on doit la classification de l'économie en trois secteurs : primaire (pour les productions agricoles), secondaire (qui comprend la transformation en usine des productions agricoles et des matières premières agricoles, forestières ou minières) et enfin tertiaire pour le commerce et les services, sera le premier à dégager une certaine « théorie du développement ». En effet, il sera parmi les premiers économistes à faire remarquer dans les années 30 que, contrairement à ce que pensaient classiques et marxistes, l'importance relative de l'agriculture célébrée par les physiocrates, baissait dans l'emploi et le produit national au fur et à mesure que le pays se développait...

En fait avait-il prédit, dans le même temps, le secteur manufacturier devait s'étoffer pour diminuer au profit des services. C'est ce qui s'est effectivement

---

<sup>4</sup> Op. cit., p. 28.

<sup>5</sup> Colin Clark, *L'Economie du Développement: Premières Années*, pp. 65-85 in *Les Pionniers du Développement*, Gerald M. Meier et Dudley Seers (eds), Paris Economica/Banque Mondiale, 1988, 398 pages.

produit dans les pays développés, où l'on assiste actuellement à ce qu'il est convenu d'appeler la « tertiarisation » de l'économie.

Ainsi sur la longue période, les effectifs employés dans l'agriculture aux Etats-Unis, après avoir atteint un sommet absolu dans les années 20, n'ont cessé de décroître depuis lors. Au Canada par exemple, la part des industries manufacturières dans le P.I.B. réel au coût des facteurs, est passée de 41 à 33% en 30 ans, de 1961 à 1991, alors que celle des services s'accroissait de 59 à 67%.

Cette progression est dûe entre autres, au fait que l'élasticité de la demande des services par rapport aux revenus et aux prix est relativement élevée, alors que pour ce qui est des matières premières, ces deux élasticités sont plutôt faibles et qu'il s'agit en général de produits facilement substituables ou homogènes.

Cependant, Clark ne s'est pas longuement étendu sur la contribution des matières ou du secteur primaire à la richesse des nations, ses centres d'intérêt portant surtout sur des études quantitatives internationales des produits nationaux, le rôle de l'investissement en tant que facteur déterminant de la croissance, les limites de la fiscalité et les conséquences économiques de la croissance démographique. Il fallut attendre d'autres réflexions spécifiquement consacrées au développement, comme la théorie des étapes de la croissance de Rostow.

Toutefois, avant de présenter quelques-unes de ces théories du développement économique, il faut en premier lieu clarifier la distinction entre la croissance et le développement économique en tant que tel. Nous commençons par conséquent par la spécification de ce qu'est la croissance économique, avant de nous attaquer à la notion de développement.

## A/ CROISSANCE OU DEVELOPPEMENT ?

### 1/. CROISSANCE ET CERCLES VICIEUX DE LA CROISSANCE.

La distinction entre la croissance et le développement est bien illustrée par Tremblay<sup>6</sup> qui précise que pour les économistes, la croissance économique

---

<sup>6</sup> Rodrigue Tremblay, *L'Economie: Analyse Macro - Economique*, Montréal, les Editions HRW Ltée, 1975 (3<sup>e</sup> édition) 332 pages.



représente « **une progression ascendante dans le produit National Brut (P.N.B.)<sup>7</sup>** » ou dans le Revenu National per capita en termes réels. Dans ce cas, ajoute-t-il,

*Une économie qui se situe dans un processus de croissance va produire un volume croissant de production réelle, et va aussi progresser avec suffisamment de vitesse pour que le niveau de vie de la population atteigne de nouveaux sommets dans le temps.*

Pour comprendre le processus de réalisation de la croissance économique, on se réfère généralement à l'équation de Harrod-Domar<sup>8</sup>,  $g=s/k$ , où  $g$  est le taux de croissance,  $s$  le taux d'épargne et  $k$  le coefficient capital-produit. Elle signifie que le taux de croissance est maximisé avec l'accroissement de l'épargne marginale tirée de la croissance du produit national et si le coefficient marginal capital-produit demeure minime.

En d'autres termes, explique Tremblay<sup>9</sup> « la capacité de production est une fonction de l'accumulation du capital » et par conséquent, la capacité de croissance d'une économie dépend des investissements réels. Ainsi pour un pays en quête de croissance, la solution réside dans l'accumulation du capital, celle-ci étant une donnée stratégique et cumulative dans ce processus. Cairncross<sup>10</sup> a pu par conséquent relever que

*Il y a plus de danger d'exagérer que de sous-estimer l'importance du capital dans le progrès économique [...]. Le facteur qui influe le plus fortement sur le développement [...] n'est pas le taux d'intérêt ou l'abondance de capital. C'est l'accumulation du capital....*

Toutefois, cette accumulation est difficile à réaliser dans un pays sous – développé, marqué selon Tremblay<sup>11</sup> par des revenus *per capita* très bas et par conséquent, par un volume d'épargne en rapport avec ces niveaux de revenu, donc également très peu élevé. De plus, la composition de la production d'une telle

---

<sup>7</sup> Op. cit., p. 268.

<sup>8</sup> *Les Pionniers du Développement*, p. 17.

<sup>9</sup> Ibid. p. 270.

<sup>10</sup> Alex Cairncross, *The Place of capital In economic Progress*, Leon Dupriez (ed), Louvain, Institut de Recherches Economiques et Sociales, 1955, p. 248.

<sup>11</sup> Op. cit., p. 269.

économie, qui tourne essentiellement autour de la production et de l'exportation des matières premières agricoles, forestières ou minières, fait que ceux-ci ont des économies largement extraverties, ce qui joue contre l'obtention d'une croissance intérieure soutenue.

Par ailleurs, les quelques couches de la population qui bénéficient le plus de cette activité économique nationale, à l'instar de l'aristocratie ou de la bourgeoisie foncières russes d'avant la Révolution de 1917, ne sont pas disposées à réinvestir leurs rentes et profits dans des activités productives nationales. Au contraire, elles rachètent des terres, investissent dans l'immobilier qui a peu d'effets d'entraînement macro – économiques, ou tout simplement, placent l'argent gagné dans les diverses opérations du système de production nationale à l'extérieur du pays, le soustrayant ainsi indûment du flux circulaire du revenu national.

Ngandjeu<sup>12</sup> souligne ainsi que le Cameroun a perdu entre 1982 et 1988, près de 3000 milliards cfa (environ \$ can 10 milliards, soit à peu près le P.N.B. annuel de ce pays actuellement) en droits de douanes et taxes non perçus, en fuite et transferts plus ou moins licites de capitaux et détournements divers.

L'on assiste par conséquent à la répétition des « cercles vicieux du développement » où selon Tremblay<sup>13</sup>

De Faibles Revenus --- Bas niveau de Production.

Faible Capacité d'Épargne --- Peu d'investissements

Dans cet ordre d'idées, Myrdal<sup>14</sup> a proposé une théorie de la causalité circulaire et cumulative, qui montre que les inégalités dont souffrent les pays sous-développés tant à l'intérieur de leurs frontières nationales que dans le cadre de l'ordre économique mondial, sont cumulatives et circulaires.

Tremblay<sup>15</sup> indique que pour sortir du cercle vicieux de l'épargne et du capital dans un pays sous-développé, il faut que l'économie de ce dernier produise l'épargne nécessaire à l'investissement. A son avis, ce problème est l'inverse de

---

<sup>12</sup> Jean Ngandjeu, *Le Cameroun et la Crise : Effondrement ou Renaissance ?* Paris, l'Harmattan, 1989, 331 pages.

<sup>13</sup> Ibid. p. 271

<sup>14</sup> Gunnar Myrdal, *La Théorie Economique et les Régions Sous – Développées*, Londres, University Paperbacks, Methuen, 1965, p. 55.

<sup>15</sup> Ibid. p. 271.

celui qui se pose à une économie développée, qui doit pour sa part, faire face à la question de savoir comment et dans quel(s) secteur(s) investir les grandes capacités d'épargne générées par le système de production et la rémunération des investissements précédents. Finalement, pense Tremblay.

*Le taux de croissance économique est [...] fonction de deux facteurs, le taux de formation du capital et le coefficient marginal de capital. Par conséquent, un taux de croissance économique ne peut se maintenir que si le taux de croissance de la capacité de production est égal au taux de la croissance des épargnes. Et ceci vaut pour n'importe quelle économie.*

Mathématiquement, cela se traduit ainsi

$$\Delta Y = sY/k \quad \text{ou} \quad \Delta Y/Y = s/k$$

Où  $s$  = taux d'épargne moyen, indique le revenu du pays devra augmenter d'une valeur égale à l'accroissement de la capacité de production de l'économie de ce pays durant une année. Pour ce faire, il faudra augmenter la proportion du capital dans le processus de production, avec une utilisation limitée de la main-d'œuvre.

Toutefois, la croissance n'est pas tout, et il peut bien y avoir croissance sans développement, comme l'a bien montré Samir Amin<sup>16</sup> dans le cas de la Côte-d'Ivoire. Il faut par conséquent savoir ce qu'est le développement.

## 2/ - LA DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

De très nombreuses définitions du développement ont été proposées, et un recensement exact de celles-ci permettrait sans doute de découvrir qu'il existe autant de conceptualisations de cette notion que d'auteurs qui se sont penchés sur la question,

---

<sup>16</sup> Samir Amin, *Le Développement du Capitalisme en Côte D'Ivoire*, Paris, Editions de Minuit, 1967, 330 pages. Voir notamment pp. 265-281. *Nature, portée et perspectives du développement du capitalisme en Côte D'Ivoire*, et la page 279, où l'auteur note qu'« il y a eu développement du capitalisme en Cote D'ivoire, mais pas d'un capitalisme ivoirien. » Pour lui, l'expérience que ce pays a connu de 1950 à la fin des années 60 et 70 plus tard, peut être caractérisée comme étant « de la croissance sans développement », c'est-à-dire « une croissance engendrée et entretenue de l'extérieur, sans que les structures socio-économiques locales permettent d'envisager un passage automatique à l'étape ultérieure, celle d'un dynamisme auto - centré et auto-entretenu ».

C'est-à-dire au minimum des centaines, sinon des milliers. Pour ce travail, nous ne retenons que celle de Tremblay<sup>17</sup>, pour qui cette notion est beaucoup plus vaste, beaucoup plus englobante que la croissance, car elle « fait appel à l'ensemble des transformations structurelles, sociales, économiques, religieuses, etc., qui amènent une meilleure organisation du processus de production ».

Cette définition est satisfaisante dans la mesure où elle tient compte de tous les aspects, sociaux, culturels et économiques du développement. Ainsi par exemple Rodney<sup>18</sup>, séparant les deux dimensions, montre d'une part que si on considère les aspects socio - culturels du développement,

*Dans la société humaine, le développement est un processus à facettes multiples. Au niveau de l'individu, il implique un savoir-faire et des moyens accrus, une plus grande liberté, de la créativité, de l'auto - discipline, des responsabilités et le bien-être matériel. Certains de ces éléments sont en fait des catégories morales, difficiles à évaluer...*

D'autre part sur le plan économique dans lequel le développement a été trop souvent confiné, il estime qu'

*Une société se développe sur le domaine économique lorsque ses membres accroissent conjointement leur aptitude à faire face à l'environnement. Cette aptitude dépend de l'étendue de leur compréhension des lois de la nature (science), de la mesure dans laquelle ils mettent cette compréhension en pratique en inventant des outils (technologie), et de la façon dont ils organisent le travail...*

Ces définitions permettent d'entrevoir en filigrane les différentes théorisations du développement. De l'avis de Tremblay<sup>19</sup>, cet effort de réflexion théorique sur le développement a jusqu'à présent emprunté deux voies : celle dite historique de Rostow et celle classique, qui soutient la thèse de la croissance équilibrée, selon laquelle le niveau de la productivité doit croître non seulement dans le secteur moderne, mais aussi dans le secteur de subsistance, pour que les salaires réels augmentent dans le secteur moderne et absorbent ainsi la production du secteur agricole de base.

---

<sup>17</sup> Op. cit., p. 270.

<sup>18</sup> Water Rodney, *Et L'Europe Sous - Développa l'Afrique : Analyse Historique et Politique du Sous - Développement*, Paris, Edition Caribéennes, 1986, 294 pages. Pp. 11-12.

<sup>19</sup> Op. cit., 277.

Considérons par conséquent en premier lieu la théorie rostowienne, avant de voir les différents aspects de la théorie dite classique.

a/ - Les Etapes du Développement économique selon Rostow.

De l'avis de Rostow<sup>20</sup>, pour que le développement économique se produise dans un pays, il faut que ce pays passe par cinq (5) étapes décisives.

- La première est celle d'une économie traditionnelle, dont les productions et les producteurs appartiennent surtout au domaine agricole, où le fruit du travail est largement auto – consommé, la productivité faible ;

-La seconde est celle des conditions préalables au développement ; elle est transitoire et marquée par une accumulation primitive du capital, une influence extérieure prépondérante, ainsi que par la construction d'infrastructures, permettant d'accélérer les échanges de biens et services dans le circuit de production.

-L'étape décisive reste cependant celle du décollage économique. C'est à ce stade qui doit durer de vingt (20) à trente (30) ans, que se réalise un développement auto – entretenu, notamment par un taux d'épargne satisfaisant, du genre de celui postulé par l'équation de Harrod-Domar. Un appareil de production performant et un bon niveau de consommation interne sont également atteints à ce stade.

-A la fin du cycle, on atteint l'étape de consommation de masse, qui est caractérisée par la recherche de la qualité et la multiplication des activités de loisirs, qui sont l'apanage de l'économie des services actuelle dans les pays développés, dont la plupart sinon la totalité sont passés par ce processus. Ainsi, avec le « fordisme » (production et consommation de masse), les Etats-Unis ont accédé à cette avant-dernière étape du développement économique dès 1920, l'Europe de l'Ouest et certains pays d'Europe de l'Est ainsi que le Canada dans les années 50, le Japon dans les années 60.

-La dernière étape est celle de la maturité et de la consolidation des acquis du décollage économique, avec notamment une économie plus diversifiée, l'émergence de nouveaux secteurs de production, remplaçant les anciennes activités dominantes.

---

<sup>20</sup> Walt Whitman Rostow, *Les Etapes de la Croissance Economique*, Paris, Seuil, 1960.

Toutefois, de nombreux reproches ont été adressés à cette théorie rostowienne, portant notamment sur son déterminisme linéaire et son « an-historicité » ; c'est-à-dire le fait qu'elle ne prenne pas en considération les circonstances historiques particulières à chaque pays, à chaque époque. De toute évidence, les écrits de Rostow se voulaient une réponse au « Manifeste Communiste » de Marx, et proposaient une théorie du développement qui évacuait les conflits et les contradictions internes ou internationales qui ont permis à certains de se développer alors que d'autres étaient incapables ou empêchés d'en faire autant. La thèse de Rostow prenait aussi le relais de celle dite classique, que nous présentons plus en détail maintenant.

#### b/ - L'Approche Classique du Développement.

Cette théorie part du postulat selon lequel il existe une main-d'œuvre illimitée dans le secteur de subsistance et que ce surplus de main-d'œuvre agricole trouvera un débouché dans le domaine industriel, sans augmentation de salaires dans un premier temps. Ensuite, avec un accroissement ultérieur de la production industrielle, se réalise une augmentation des coûts salariaux dans ce domaine. Pour que la croissance puisse être équilibrée, il faut une certaine stabilisation des prix des produits agricoles par rapport à ceux du secteur industriel.

Finalement, cette théorie pose que pour qu'il y ait développement ou expansion économique, on pose en principe que :

$$\text{Théorie} = + \Delta \text{Profits} \text{ -----} + \Delta \text{Epargne} \text{ -----} + \Delta \text{Investissement}$$

$$Y \qquad \qquad \qquad Y \qquad \qquad \qquad Y$$

Où Y représente le revenu national et Δ signifie « une augmentation dans ».

Toutefois, en raison des « cercles vicieux » du sous-développement, cette accumulation primitive de capital ainsi postulée, peut ne pas se produire dans de nombreux pays, ce qui remet en cause en quelque sorte le modèle tout entier.

Mais, esquissant une réponse à la question de savoir ce qui amène un pays à acquérir une classe capitaliste, Tremblay<sup>21</sup> indique que cette interrogation ne peut recevoir une réponse générale, mais que la seule indication dont on dispose sur le

---

<sup>21</sup> Op. cit., p. 275.

plan global est que la plupart des pays développés ont commencé par importer leurs capitalistes de l'étranger ; ceux-ci découvrent de nouvelles occasions de faire profits et ils en réinvestissent une partie dans le pays même ; ensuite, des détenteurs locaux du capital imitent leur exemple.

Ce constat pose en quelque sorte, le problème de la dépendance du développement économique d'un pays des flux du commerce international. Etant donné que les pays qui aspirent au développement ont une économie qui au départ compte d'abord sur l'exploitation des facteurs de production dont ils disposent en abondance, c'est-à-dire les matières premières, la terre et le travail, nous devons terminer ces considérations théoriques en présentant les théories du développement économique qui prennent pour point d'appui l'exploitation des produits de base.

## B/ LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT PAR LES MATIERES PREMIERES

Nous en avons retenu deux, toutes deux élaborées par des auteurs canadiens, Il s'agit de la thèse des matières premières ou « staple theory » d'Innis<sup>22</sup> et de son prolongement par Easterbrook<sup>23</sup>.

### 1/. LA « STAPLE THEORY » D'INNIS.

La thèse d'Innis qui est très simple, montre que les caractéristiques spécifiques de certaines matières premières exportables, déterminent l'évolution ou la configuration économique et sociale d'un pays, en particulier du Canada. Watkins a complété plus tard cette théorie, en ajoutant les liens en amont et en aval que le commerce intérieur ou international d'une matière première donnée permet de réaliser avec les autres secteurs de l'économie.

---

<sup>22</sup> Harold Adams Innis, *The Fur Trade In Canada*, Toronto, University of Toronto Press 1956.

<sup>23</sup> Thomas W. Easterbrook, *North America Patterns of Growth and Development: the Continental Content*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, 272 pages.

## 2/. EASTERBROOK ET LES INCERTITUDES MACRO-ENVIRONNEMENTALES.

Easterbrook a pour sa part distingué entre les modèles de croissance qui impliquent un accroissement quantitatif de la population du territoire et des revenus per capita, mais sans changements structuraux majeurs, et les modèles de développement qui eux, font référence à des transformations profondes. Il a par conséquent proposé une explication du développement des trois pays d'Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis et Mexique), prenant en considération les interactions historiques qui peuvent entraîner des changements structurels dans certains contextes et non dans d'autres. Car indique-t-il<sup>24</sup>

*Over the long period, as a result of technological, demographic, cultural and organizational changes, the structure of political-economic relations within an economic system and between economic systems, may well change, and in unchanging economic structures, are likely to falter.*

L'explication du développement économique proposée par Easterbrook, met en avance le facteur suivant : L'incertitude, l'esprit d'entreprise et les interactions « centre-périphérie ».

-Pour ce qui est de l'incertitude, selon Easterbrook et partant de l'analyse conventionnelle sur l'offre et la demande, elle est une donnée importante dans la gestion d'une économie nationale, dans la mesure où la macro-incertitude de l'environnement historique d'un système économique donné, peut être vue comme imposant des demandes particulières au système et à ses principaux acteurs. Les réponses à cette grande incertitude sont conditionnées par les capacités individuelles des agents économiques à l'intérieur du système, et du système lui-même. Ces capacités de réponse dépendent à leur tour des aptitudes développées devant les incertitudes passées auxquelles le pays et ses populations ont eu à faire face.

Easterbrook postule encore que les réponses du pays dans son ensemble et des entrepreneurs en particulier aux situations d'incertitude passées, auront été dirigées vers le changement de cette macro-incertitude environnementale et la création de « zones de sécurité » gérables par le système économique dans sa

---

<sup>24</sup> Ibid. p. XVI.



totalité ou au pire, à l'adaptation à cette incertitude. Toutefois, si un haut degré d'incertitude persistait pendant une longue période excédant ainsi les capacités d'altération ou d'adaptation du système, celui-ci développait des structures et capacités centralisées et bureaucratisées pour y faire face, entraînant une implication croissante de l'Etat dans la gestion économique du pays. Dans un tel contexte, les entrepreneurs individuels se retrouvaient dénués de tout pouvoir dans la prise de décisions économiques.

Par contre, une faible incertitude macro-économique permettait à son avis, l'éclosion d'un esprit entrepreneurial, d'une réponse décentralisée aux changements environnementaux. Pour Easterbrook, la première situation, celle qui est marquée par un haut degré d'incertitude pendant longtemps, donnait lieu en Amérique du Nord à la croissance économique, tandis que la seconde, de basse incertitude, était favorable à un modèle organisationnel tourné vers l'entreprise, associé avec les transformations profondes qu'entraîne un véritable développement économique.

Dans le contexte nord-américain, un fort degré d'incertitude persista au Canada, au sud des Etats-Unis et du Mexique, de leur création jusqu'à la Grande Dépression et aux deux guerres mondiales. Cette incertitude fut à l'origine d'un modèle de croissance au cours de cette période dans ces parties de l'Amérique du Nord, alors que le nord des Etats-Unis soumis à moins d'incertitude, connut des transformations remarquables pendant le XIXe siècle, ce qui y permit le développement d'une multiplicité de centres entrepreneuriaux et une plus grande concurrence entre eux.

-Quant à la théorie du centre et de la périphérie reprise par Easterbrook, à l'instar de la même théorie développée par Prébisch, Celso Furtado, André Gunder Frank et Samir Amin, elle reconnaît l'inégale distribution du savoir, de la richesse et du pouvoir au sein des systèmes socio-économiques ou de l'« économie-monde », comme dirait Wallerstein.

Pour les trois pays d'Amérique du Nord qui émergèrent dans le « système-monde » actuel comme des extensions coloniales d'Empires européens, ce cadre d'analyse permet de situer leur développement dans une perspective dépendantiste, dans la mesure où ces trois pays n'étaient au départ que la marge de la périphérie

des centres impériaux européens. Cependant, Easterbrook affina un peu plus cette analyse, pour montrer qu'à partir du XIXe siècle, le centre du système économique de cette partie du continent ne se trouvait plus dans les métropoles européennes, mais dans certaines villes du nord-est des Etats-Unis, New York notamment, Philadelphie, Los Angeles, Detroit aussi. Peu à peu, le système se dégrada, de nombreuses métropoles apparaissant au niveau national voire régional. Ainsi des villes comme Montréal, Toronto ou Winnipeg se développèrent, supplantant New York sur le plan national ou régional, de la même manière que cette ville avait elle-même pris la place de Londres comme centre financier mondial.

En outre, Easterbrook relève encore que les relations Centre-marge peuvent prendre diverses configurations, parmi lesquelles les suivantes :

C->m, une situation dans laquelle un Centre (C) exerce une influence écrasante sur les processus de prise de décision à la marge (m) et qui conduit à une simple croissance économique :

C<->m, qui implique une interaction dynamique entre un Centre toujours dominant, mais une marge qui a de plus en plus son mot à dire dans le fonctionnement du système, sur la structure et le comportement du Centre. Cette relation caractérise une situation pouvant donner lieu aux conditions préalables du développement selon les écrits de Rostow.

Enfin, le rapport C<->M est une situation rare, dans laquelle un ancien pays périphérique ou marginal, échappe à l'influence de l'ex-métropole et devient à son tour un Centre, pouvant aller jusqu'à dominer l'ancien. C'est ce qui s'est produit entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne depuis la fin de la Première Guerre Mondiale et dans une moindre mesure, entre le Canada et la Grande-Bretagne.

Le modèle d'Easterbrook démontre en premier lieu, les influences des incertitudes environnementales macro-économiques provenant surtout des trois puissances impériales européennes impliquées dans la colonisation et l'exploitation économique de l'Amérique du Nord (France, Grande-Bretagne, Espagne). Ensuite il met en évidence les formes d'interaction centre-périphérie qui ont marqué le processus de développement économique de cette partie du continent nord-américain jusqu'au XXe siècle.

S'agissant en particulier du Canada, Easterbrook s'appuie sur les écrits d'Innis, pour montrer qu'à chaque phase du développement économique de ce pays, l'exploitation et la commercialisation de la matière première prédominante ont mis en mouvement de complexes interactions politiques, religieuses, sociales et économiques. Nous allons détailler ces interactions qui ont permis au Canada de connaître le développement, avant d'examiner la situation équivalente au Cameroun.

## II- DE L'ECONOMIE DES MATIERES PREMIERES A UN DEVELOPPEMENT AUTO-ENTRETENU : LE CHEMINEMENT DU CANADA ET LE CONTRE-EXEMPLE CAMEROUNAIS.

De fait, le développement économique du Canada fut marqué par l'exploitation de matières premières telles que la morue des côtes atlantiques, les fourrures de castor du Québec et de l'Ontario, l'or du Klondyke, le bois et le papier-journal, et enfin le blé des Prairies. L'exploitation et la vente de ces denrées, permirent l'édification d'une nation et d'une économie nationale « d'un océan à l'autre ». Ainsi, selon Easterbrook<sup>25</sup> « as a unifying theme, the staples approach provided the first comprehensive account of Canadian growth experience ». Il nous faut donc retracer rapidement cette construction économique du Canada.

### A/. UNE BREVE HISTOIRE ECONOMIQUE DU CANADA.

Celle-ci est notamment marquée par le déroulement des périodes de forte ou de faible incertitudes économiques ou par l'influence dominante de l'une ou l'autre des matières premières.

#### 1/. Les Incertitudes Macro-Economiques.

Si on reprend le schéma explicatif de Easterbrook, on peut considérer que la période qui va de 1600 environ ou des premiers temps de la « découverte » à 1873, fut marquée par une forte incertitude macro-environnementale, et des relations C->m, le Canada étant essentiellement un récepteur de facteurs de production tels

---

<sup>25</sup> Ibid, P.6.

que le capital et le travail en provenance des métropoles respectives (France ou Grande-Bretagne) et ne vendant que des matières premières dont la maîtrise des marchés lui échappait.

## 2/. Les Matières Premières Dominantes et leur Impact sur le Développement Economique du Canada.

L'exemple canadien comme l'explique Innis suivant sa théorie des matières premières, permet de bien suivre le développement économique de ce pays tel qu'il s'est articulé tout au long de l'histoire :

### -a). La Pêche.

La pêche à la morue attira des pêcheurs européens sur les côtes canadiennes de 1610 à 1675 et constitua la principale activité économique « moderne » que connut le pays pendant cette époque. Cette activité qui était réalisée par des pêcheurs normands, bretons, basques français ou espagnols et par des portugais, ne nécessitait aucun grand investissement de départ, ni encore moins d'implantations permanentes au Canada même. Elle n'eut pour avantages pour l'économie du pays que celui de l'intensification des contacts et des échanges entre les Européens et les populations autochtones. Ainsi, Pomfret note <sup>26</sup>

*A division of labour between the fishers and land bases would increase economic efficiency, but the initial cost of establishing a colony in Newfoundland's inhospitable environment was high [.....]. Before the peace of 1604, English investors were not attracted to Newfoundland colonization projects because much higher returns were to be had from financing privateering ventures and the first colony was not established until 1610.*

### -b). Le commerce des fourrures.

Cette activité qui domina l'économie canadienne de 1675 à 1760, soit à peu près pendant un siècle, n'apporta pas non plus de retombées appréciables pour l'économie du pays. En effet, cette matière première était essentiellement transformée et consommée en Europe et de ce fait, avait peu d'effets d'entraînement sur l'économie locale, ce qui en limita la portée pour le

---

<sup>26</sup> Richard Pomfret, *The Economic Development of Canada*, Toronto, Methuen, 1981, 216 pages.

développement du pays. Par ailleurs, l'économie de traite des fourrures, comme toute économie de traite, s'opposait à la sédentarisation des populations, donc à la colonisation de nouvelles terres et à l'expansion de l'agriculture.

Quant aux revenus provenant de cette activité, Pomfret relève qu'entre 1675 et 1760, 72% restaient en France, 5% revenaient à l'administration coloniale locale sous forme de taxes, 14% étaient détenus par les commerçants de la Nouvelle-France soit de l'avis de cet auteur, une vingtaine de familles et enfin, 9% seulement de ces revenus étaient largement répartis parmi la population canadienne : coureurs des bois, trappeurs, autochtones, intermédiaires, etc. C'est dire que les effets d'entraînement ou les complémentarités en amont ou en aval suscités par cette industrie, les possibilités d'épargne ou d'investissement qu'elle pouvait générer, étaient des plus limités.

-c). L'exploitation forestière.

La troisième matière première que connut l'économie du Canada fut le bois. Cette activité fut prépondérante au pays pendant une trentaine d'années, soit de 1821 à 1851. Là aussi, on enregistra peu d'effets d'entraînement, si on excepte quelques scieries et des chantiers de construction navale.

Toutefois, l'exploitation forestière eut comme grand avantage, outre des gains en devises étrangères plus consistants que ceux procurés par le commerce des fourrures, l'abaissement des coûts de transport par mer pour les nouveaux immigrants. En effet, les bateaux qui revenaient de Grande-Bretagne après avoir déchargé leurs cargaisons de bois, offrirent une grande capacité de transport à ceux et celles qui voulaient venir s'installer au Canada. Cette population nouvelle ainsi que celle qui était déjà établie sur place, put également et parallèlement à l'exploitation forestière, se livrer aux activités agricoles.

-d). Le « Boom » du Blé des Prairies.

La quatrième matière qui marqua profondément le développement du Canada, fut l'explosion du commerce du blé dans la région des Prairies.

En effet, si la pêche était surtout pratiquée dans ce qui devint plus tard les provinces maritimes, et la fourrure une activité spécialisée du Québec et un peu de l'Ontario, le bois lui était exploité sur les côtes est et ouest du pays, le blé permit

quant à lui la mise en valeur d'une partie jusque-là ignorée du pays, celle des Prairies, au centre. Cette nouvelle activité avait de nombreux effets d'entraînement, tant en amont qu'en aval.

Watkins<sup>27</sup> énonce que pour qu'une matière première puisse produire des effets d'entraînement sur toute une économie, elle doit avoir trois sortes de complémentarités.

-En amont, si elle permet d'accroître la demande pour les produits manufacturés localement. Les infrastructures de transport font partie de ces complémentarités en amont ;

-En aval, lorsque la disponibilité accrue de ce produit de base stimule la croissance et l'expansion des secteurs qui l'utilisent comme approvisionnement primaire. Enfin, la demande finale de consommation est un bon indicateur de l'accroissement des revenus générés par la production de cette matière première.

*The extent of final demand linkages depends on how much of the increased income goes to domestic consumers and also on the income distribution associated with the staple.*

Note encore Watkins<sup>28</sup>

Finalement, cet auteur considère que la nature de la matière première affectera le niveau d'entrepreneurship, le taux d'immigration et le volume de capital injecté dans une économie.

Le « boom » du blé permit au Canada de bénéficier de tous ces avantages. En effet, les céréales des Prairies étaient cultivées dans des fermes familiales, ce qui sédentarisa la population et accrut la demande de biens de consommation courante fabriqués localement. A leur tour ces éléments favorisèrent l'entrepreneurship local et par la même occasion, réduisirent les incertitudes macro-économiques qui pesaient jusqu'alors sur l'économie canadienne. Quant au volume du capital que cette activité permit d'injecter dans le flux circulaire du revenu national, Pomfret peut noter à cet égard que :

---

<sup>27</sup> M.H. Watkins, *A Staple Theory of Economic Growth*, Canadian Journal of Economics and Political Science, 29, may 1963, pp.141-158.

<sup>28</sup> Ibid, p. 142.

*With respect to international flows of labour and capital, fur and wheat had opposite impacts. The fur trade was antipathetic to immigration and provided no incentive to capital inflows; in fact, repatriated profits from the fur trade constituted a net outflow of capital. The wheat boom, with its promise of free land and profitable investment opportunities provided an incentive for large inflows of both labour and capital. In sum, the fur trade had few linkages and negative effects on the inflows of factors of production, whereas the wheat economy had extensive linkages and positive effects on factors inflows. Thus, it is not surprising [...] that the fur trade was not associated with diversification and economic development, whereas the wheat boom was.<sup>29</sup>*

De fait, plusieurs économistes pensent que le décollage économique du Canada se produisit lors de ce boom des céréales, dont la première phase eut lieu de 1896 à 1915, lorsque les prix de cette denrée connurent un net accroissement sur les marchés mondiaux. De plus, son commerce se trouva accru lorsque le transport des Prairies vers les métropoles qu'étaient Montréal et New York, fut facilité par de nouveaux moyens de communication tels que le chemin de fer transcontinental du « Canadien Pacifique » de 1880 à 1885, ainsi que le canal de l'Erie, qui reliait le Lac Erie au port de New York. Cette voie de communication mit fin au difficile cabotage entre Winnipeg et le Lac Supérieur.

Citant un économiste de l'époque, Skelton<sup>30</sup>, Pomfret<sup>31</sup> indique que ce boom « sonna l'heure du Canada » sur le plan économique. La plupart des économistes font remonter effectivement la prospérité du pays à cette période, qui se prolongea jusqu'en 1920 et ne connut le déclin qu'à partir de la crise de 1929 et de la grande sécheresse des années 30.

En conclusion sur ce point pour Pomfret<sup>32</sup>

---

<sup>29</sup> Op. cit., p. 37.

<sup>30</sup> O. D. Skelton, *General Economic History, 1867-1912*, Toronto, 1913, p. 191.

<sup>31</sup> Op. cit., p. 35.

<sup>32</sup> Ibid. p. 201.

*The growing population and the more diversified economy led to significant political and economic changes in the Province of Canada around the middle of the nineteenth century. The changes have been variously described as a bourgeois revolution or Canada's industrial revolution, or could be likened to the beginning of Rostow's take-off. None of these labels provide explanation of why the changes occurred, but they do capture the magnitude of the changes and signify that this was an important transitional stage in the development of the modern Canadian economy.*

Par la suite, le développement industriel subséquent du Canada fut largement associé à ses relations avec des pays plus avancés, ce qui selon la théorie de Gerschenkron<sup>33</sup>, lui permit de bénéficier à peu de frais des technologies mises au point ailleurs et des capitaux accumulés grâce à l'épargne réalisée dans ces autres pays plus assurés économiquement ; cette épargne qui ne demandait qu'à être placée et à fructifier dans une économie naissante comme celle du Canada..

Toujours de l'avis de Pomfret<sup>34</sup>

*The existence of more advanced economies permitted substantial use of foreign capital in Canadian economic development. Before 1900, the capital inflow consisted primarily of portfolio investment from Britain, but in the late nineteenth century, and especially after 1914, U.S., direct foreign investment in Canada became more important.*

Albertini<sup>35</sup> pense pour sa part, faisant le lien entre le développement du Tiers-Monde et celui des « late comers » du développement comme les désigne Gerschenkron à l'instar du Canada, que

*De vastes flux de capitaux devraient [...] irriguer le Tiers-Monde. C'est ainsi que l'Europe, au XIXe siècle, a participé au développement de l'Australie, des Etats-Unis, du Canada, de l'Afrique du Sud et de la Russie.*

Pour lui, sous condition des garanties nécessaires de sécurité des capitaux, le même processus de développement est aujourd'hui valable pour les pays du Tiers-Monde.

---

<sup>33</sup> Gerschenkron, A., *Economic Backwardness in Historical perspective: A Book of Essays*, Cambridge, Mass, 1962,

<sup>34</sup> Ibidem.

<sup>35</sup> Jean-Marie Albertini, *Les Mécanismes du sous-développement*, Paris, Editions Ouvrières, 1967, 349 pages.



En est-il vraiment ainsi ? Le cas du Cameroun que nous abordons dans la suite de ce travail permet certainement d'en douter.

## B/. LE CONTRE-EXEMPLE DU CAMEROUN.

Ce contre-exemple, qui fait douter de la pertinence du cheminement suivi par le Canada dans d'autres contextes socio-historiques, est caractérisé par des relations C->m très fortes, et une incertitude macro-économique également forte, et qui n'est pas près d'être résorbée. Nous considérons par conséquent en premier lieu ces rapports de dépendance, avant de situer concrètement le fort degré d'incertitude auquel le pays doit faire face dans la vente de ses matières premières à l'extérieur.

### 1/. LES INCIDENCES ECONOMIQUES DE LA DEPENDANCE POLITIQUE.

En effet, selon un auteur comme Mvilongo-Tsala<sup>36</sup> non seulement la politique extérieure, mais aussi l'économie du Cameroun sont dominées, aliénées par des intérêts autres que ceux des nationaux. Ainsi, affirme-t-il<sup>37</sup>

*Comme la plupart des pays africains, le Cameroun est un pays essentiellement agricole. Pourtant, le développement de son agriculture, partant de son économie, n'est pas orienté vers la satisfaction des besoins fondamentaux de sa population...Des cultures particulières, cacao, café, bananes, caoutchouc, coton, sont activement promues par les autorités coloniales, qui n'hésitent pas à recourir à la force pour hâter la mise en place, en lieu et place des pratiques*

---

<sup>36</sup> Mvilongo-Tsala, Anselme, *Dépendance et Reproduction de la Dépendance dans la Politique Etrangère du Cameroun : Un Essai d'interprétation*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Thèse de maîtrise en Science Politique, 1982, 231 pages.

<sup>37</sup> Op. cit., p. 94.

*culturelles traditionnelles, de plantations collectives villageoises, véritables éléments d'un nouveau mode de production destiné à transformer les modes de production existants.*

Ce nouveau mode de production, caractérisé par l'extraversion, insère le pays dans une division du travail au sein de laquelle il n'est qu'un pourvoyeur de matières premières aux conditions de l'acheteur. Sur le plan interne, cet échange inégal comme l'ont montré les théoriciens de la détérioration des termes de l'échange, fait en sorte qu'il n'y a pratiquement aucune accumulation interne de capital, et encore moins aucune épargne à la hauteur des besoins d'investissements dont le pays a besoin et qui soit susceptible de faire démarrer un processus de développement véritable.

Tsala<sup>38</sup> souligne dans cet ordre d'idées que

*L'absence d'entreprises camerounaises est flagrante. La valeur d'investissement des entreprises étrangères et leur implantation au Cameroun sont un autre moyen entre les mains des étrangers, d'orienter et de contrôler l'économie du pays. Ce contrôle est assuré par l'ensemble des investissements qui sont de toutes les nationalités, camerounaise ou africaines excepté.*

Il s'agit surtout dans le cas d'espèce, des intérêts français, ancienne puissance coloniale, notamment dans les industries de transformation des pays africains en général, du Cameroun en particulier. Cette part est considérable. Elle était en 1979 de 100% pour le Congo, 72,4% pour le Gabon et 72,5% pour le Cameroun. Ils prospèrent à l'abri d'un important réseau d'accords politiques et militaires, qui maintiennent ce pays en particulier et le reste de l'Afrique francophone, dans ce qu'il est convenu d'appeler « la chasse gardée » de la France ou encore plus prosaïquement et plus concrètement, le « domaine réservé du Président de la République française ». Cette analyse n'est pas seulement celle d'un gauchiste africain crachant son dépit contre l'ancienne puissance occupante, mais il s'agit d'une situation objective, qui est corroborée par un auteur de renom français, Suret-Canale<sup>39</sup>.

---

<sup>38</sup> Ibid. p. 127.

<sup>39</sup> Jean Suret-Canale, *Afrique et Capitaux*, Montreuil, L'Arbre Verdoyant, 1987, 860 pages.

Ce dernier constate en effet, après avoir étudié treize (13) pays de la zone d'influence française en Afrique, la présence parmi eux et le rôle prépondérant des entreprises privées françaises, relevant de grands groupes financiers et industriels de ce pays. De plus, a-t-il souligné<sup>40</sup>, « les accords de coopération signés au moment des indépendances, même dans leurs versions révisées au début des années 70, maintiennent avec la France, des liens « privilégiés » tant en matière financière (appartenance à la zone franc) qu'en ce qui concerne l'aide qui est toujours liée, jouant par conséquent prioritairement au bénéfice des firmes françaises. Suret-Canale<sup>41</sup> conclut donc en toute lucidité que :

*L'étude de la géographie des capitaux en Afrique tropicale d'influence française [...] a permis de saisir un certain nombre d'aspects essentiels des structures économiques qui prévalent dans cette partie de l'Afrique et de leur évolution. Cette étude [...] a fait appréhender des permanences, permanences de traits structureaux toujours assorties d'une évolution profonde, qui tend à remettre en cause la permanence elle-même. Ces permanences sont : le système colonial mis en place à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, a été certes, mis en question ; ses superstructures politiques ont été mises à mal ; mais la dépendance politique et économique qui en était le fondement, la place affectée aux ci-devant colonies dans la division internationale du travail et dans l'économie mondiale, demeurent....*

L'exclusivité de l'ex-métropole sur ses anciennes possessions est en quelque sorte garantie par les deux facteurs, l'un endogène, l'autre exogène.

Le facteur endogène aux relations entre les deux entités est la présence militaire de la puissance industrielle sur le paysage politique et économique du pays de la périphérie, alors que le facteur exogène est constitué par les incertitudes du marché international des matières premières.

En ce qui concerne la présence militaire du centre dans la périphérie, celle-ci est un élément déterminant de la politique économique des pays ainsi

---

<sup>40</sup> Op. cit., p. 539.

<sup>41</sup> Ibid, p. 537.

« surveillés ». En effet selon Mvilongo-Tsala<sup>42</sup> citant un article du prestigieux quotidien parisien « Le Monde »<sup>43</sup>

*Il n'est pas possible que quelques porteurs de mitrailleuses soient laissés libres de s'emparer à tout moment d'un Palais Présidentiel, et c'est précisément parce qu'une pareille menace était prévisible et prévue que les Etats africains naissants ont passé des accords avec la France, de manière à se prémunir contre de tels risques.*

Explication fort opportune, alors que les troupes françaises venaient précisément de réinstaller au pouvoir à Libreville, un Chef d'Etat sénile sinon débile, Léon Mba, renversé quelques heures plus tôt par une jeune junte militaire.

Cette logique « protectrice », du genre de celle que la mafia offre à ceux qu'elle rançonne, se poursuit de nos jours encore, car c'est depuis la Baule en France, que vinrent les instructions pour la démocratisation de l'Afrique, depuis les ambassades de France dans les capitales africaines que furent dictés les ordres du jour des conférences nationales qui se sont tenues dans certains de ces pays au cours des deux dernières années, notamment au Benin et au Congo, et de Paris que furent financées ces instances, dans la plupart des cas. Après les instructions transmises de Matignon ou de l'Elysée<sup>44</sup> à la fin des années 50 et au début de la décennie des indépendances pour l'adoption par les nouveaux dirigeants africains des partis uniques, considérés comme les seuls remparts contre la tribalisation du jeu politique et la dispersion des forces productives nationales, le temps est donc venu pour des conférences nationales, « salvatrices » ou rédemptrices en Afrique, des valeurs démocratiques occidentales !

Ce qui ne résoud nullement les problèmes économiques que connaissent ces pays, et qui sont dûs dans une large mesure aux incertitudes que connaît la vente de leurs principales productions sur les marchés internationaux. Car comme l'affirme encore Suret-Canale à l'issue de son étude de l'implantation des capitaux français en Afrique<sup>45</sup>

---

<sup>42</sup> Op. cit., p. 119

<sup>43</sup> "Le Monde", Paris, 26 février 1964.

<sup>44</sup> Voir à cet effet la thèse de Doctorat d'Etat en Sciences politiques, publiée par un auteur camerounais, Joseph-Marie Zang Atangana, *Les Forces Politiques au Cameroun Réunifié*, Paris, l'Harmattan, 1989, 3 tomes.

<sup>45</sup> Suret-Canale, Op. cit., p. 551.

*Il nous paraît difficile de nier, eu terme de cette étude, la responsabilité d'un système socio-économique dont l'incapacité à assurer non seulement le développement, mais la survie, relève de l'évidence. La remise en cause d'une certaine logique du profit privé, conduisant aux impasses [...] actuelles, en découle.*

## 2/. LES INCERTITUDES DES MARCHES INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES.

S'agissant des incertitudes qui caractérisent les marchés internationaux des produits de base, considérant l'un de ceux-ci, celui du café, Bilongo, Latour et Fansi<sup>46</sup>, ont montré que la structure de ce marché est rigide et que « par conséquent, les actions des intervenants, notamment des producteurs, n'y ont aucun effet ».

Un des facteurs de cette rigidité est la proximité des producteurs et des consommateurs, qui se rapporte aux liens historiques existant entre les uns et les autres. Par conséquent, les axes d'échanges du café les plus importants sont ceux qui existent entre la C.E.E. et les producteurs africains, et entre ceux d'Amérique du Sud et les Etats-Unis, en raison des liens historiques existant entre les différentes parties.

Par ailleurs, ce marché paraît stagner au niveau des quantités consommées, ce qui entraîne une réduction des revenus que reçoivent les pays producteurs du fait de cette activité, même si ceux-ci font des efforts d'accroissement ou d'amélioration de leur production. Et cette tendance à la baisse de consommation du café ne fera que s'accroître, si l'on en croit un article récemment publié dans la section économique du quotidien national canadien « Globe and Mail »<sup>47</sup>. Selon le rédacteur de cet article en effet, la consommation du café en Amérique du nord a baissé de 40% de 1962 à 1992, passant de 3,12 tasses par personne et par jour à 1,75 tasse seulement au début de cette année. Cette baisse est encore plus marquée dans la tranche d'âge de ceux qui en boivent le plus, soit celle des 25/29 ans, pour qui la consommation est passée de 3,88 tasses à 1,12 tasse par jour en trente ans.

---

<sup>46</sup> Robert Bilongo, Robert Latour, Théodoret-Marie Fansi, *Analyse des Flux Physiques sur le Marché Mondial du Café*, Montréal, H.E.C., Cahiers du CETAI, No 87-13, octobre 1987, 29 pages.

<sup>47</sup> Gene Epstein, *Oversupply, New habits hit Coffee Market*, The Globe and Mail February 24, 1992, page B9.

Les cours de cette denrée ont par conséquent enregistré en février dernier leur niveau le plus bas depuis 17 ans !

Sur un plan théorique plus général, Seck<sup>48</sup> a déterminé pour sa part trois grandes catégories de causes d'instabilité dans les revenus d'exportation d'un pays. Ce sont :

- La structure de ses exportations ;
- Sa taille économique et le degré de maturité de cette économie.

Son étude lui a ainsi permis d'établir que

*Less developed countries have a higher level of export instability than developed countries and over time, export fluctuations tend to decrease.*<sup>49</sup>

De fait, souligne-t-il, l'instabilité des revenus d'exportation est très fortement corrélée avec la production de matières premières et la spécialisation d'un pays dans ce genre de production. Il est donc évident que certaines matières ne peuvent avoir aucun effet d'entraînement, à l'instar du blé canadien. Tel semble être le cas du cacao, qui fut la principale production d'exportation du Cameroun avant l'exploitation du pétrole en 1977.

### 3/. LE CACAO, UNE PRODUCTION QUI SOUS-DEVELOPPE ?

Assoumou<sup>50</sup> a bien rendu compte des différentes facettes d'une économie essentiellement basée sur une matière première telle que le cacao. Après avoir rappelé que cette plante fut introduite au Cameroun en 1886/87 par les Allemands, il indique que cette culture fut pendant la période de Protectorat allemand sur le pays, soit de 1884 à 1916, l'apanage des grands planteurs originaires de ce pays,

---

<sup>48</sup> Diery Seck, *The Sources of Fluctuations in Countries' Exports Revenues*, Montréal, H.E.C., Cahiers du CETAI, No83-08, mai 1983, 37 pages.

<sup>49</sup> Op. cit., p. 2

<sup>50</sup> Jean Assoumou, *L'Economie du Cacao*, Paris, Jean-Pierre Delage, 1977, 351 pages.

qui exportaient la totalité de leur production chez eux. A cette époque, avec 18.300 tonnes, l'Allemagne impériale était le premier consommateur de cette denrée et accaparait 20% des importations mondiales. C'est pourquoi le cacao sera selon Assoumou, la principale culture d'exportation de la colonie et l'activité essentielle des plantations que ces derniers créeront sur place. Une de celles-ci sera d'ailleurs en 1914, « la plus importante société cacaoyère du monde »<sup>51</sup>. Examinons par conséquent dans un premier temps, les tonnages de cette matière produits depuis qu'elle est cultivée au Cameroun, ensuite son apport dans le développement du pays.

#### a/. UNE PRODUCTION STAGNANTE

Pour ce qui est de la production, dès 1893/94, 100 tonnes en furent exportées ; mais près d'un quart de siècle plus tard, soit en 1913, il n'y en aura que 5.300, donc comme l'indique Assoumou<sup>52</sup> « des résultats franchement décevants », parce que, au Ghana, la production qui n'était que de 9 tonnes au moment de l'introduction de cette culture dans le pays, sept (7) ans après le Cameroun, était déjà de 47 000 tonnes en 1913. Les planteurs individuels nationaux ne furent associés à cette production qu'après 1900, et ce grâce à leur propres persévérance et entêtement, s'agrégeant ainsi à l'économie marchande mondiale.

Pendant l'administration française, cette production s'accroîtra des 1073 tonnes de 1917 à 2583 tonnes en 1920, soit à peu près la moitié du dernier tonnage allemand connu, celui de 1913. Finalement, 60 489 tonnes seront produites en 1953 et au moment de l'indépendance du pays, il n'y en aura que 58 897. C'est donc une production relativement stagnante, qui n'a que rarement atteint ou dépassé le seuil des 100 000 tonnes, en dépit de vigoureuses campagnes de promotion gouvernementale, dans les années 70 notamment. C'est ainsi qu'après les 88 928 tonnes récoltées en 1974, elle s'établit à 130-140 000 tonnes annuellement, alors que le Ghana et la Côte-D'Ivoire, pays dans lesquels cette culture fut introduite plus tard, ont des productions et des exportations qui portent sur des centaines de milliers de tonnes, soit entre 250 et 500 000 par an.

#### b/. Cacao et Développement : L'impossible équation ?

---

<sup>51</sup> Assoumou, Op, cit., p. 162.

<sup>52</sup> Ibid., p. 162.

En ce qui concerne l'impact du cacao sur le développement global du pays, Assoumou analyse cet éventuel apport sur trois volets : le poids spécifique de cette activité dans l'économie nationale, les investissements qu'elle y générerait et enfin, les activités industrielles en amont ou en aval qu'elle est susceptible de susciter.

b-1). Le Poids Spécifique du cacao dans l'économie nationale.

Sur ce point, Assoumou constate qu'en 1974, les exportations de fèves de cacao ou de ses sous-produits ont représenté en valeur 33,3% des exportations totales, contre 54,3% en 1954 et 38,4% en 1969. Ce produit occupait donc le premier rang des exportations du pays depuis la colonisation et pendant longtemps après l'accession à la souveraineté internationale. En 1974 toujours, la population directement impliquée dans la cacaoculture s'élevait à 28% de la main-d'œuvre du pays. Enfin, au cours de l'exercice budgétaire 1973/74, l'Etat avait encaissé quelques 3,3 milliards cfa (environ \$can 13,2 millions en monnaie courante) au titre de diverses redevances sur le cacao, représentant 34,5% du total des droits de sortie perçus cette année-là par les institutions étatiques, soit 9,6milliards cfa (environ \$can 38,4 millions, toujours en monnaie courante).

*D'une façon générale, [.....] l'observation courante montre à l'évidence que la conjoncture du cacao commande directement ou indirectement à la plupart des activités, en tout cas aux principales d'entre elles : commerce, transport, construction, industrie [.....]. Du fait de cette emprise du cacao sur toute l'économie, la conjoncture cacaoyère revêt toujours une importance nationale<sup>53</sup>*

Relève Assoumou à juste titre.

Qu'en est-il par conséquent de l'apport financier du cacao dans l'économie nationale.

b-2). Des revenus d'investissement insignifiants dans l'économie nationale.

Toujours selon Assoumou, le cacao a généré pour l'économie nationale camerounaise, des revenus de 17, 083 milliards cfa (environ \$can 71, 2 millions) en 1972/72 et de 38, 013 milliards cfa (environ \$ can 152 millions) en 1974/75, en valeur F.O.B.

---

<sup>53</sup> Op. cit., pp. 280-281.



Ces revenus représentaient 45% des recettes budgétaires de l'Etat en 1974/75. Quant à leur répartition, elle s'établissait ainsi 33% pour les producteurs, 33% pour l'Etat en prélèvements divers, y compris ceux effectués pour le compte de la Caisse de Stabilisation, et enfin 24% pour les exportateurs et autres intermédiaires intervenant sur ce marché hautement spéculatif.

Assoumou a calculé que les producteurs pour leur part ne pouvaient épargner que 9% de leur revenu annuel tiré du cacao qui était d'environ 55 984 fca (environ \$can 210 en monnaie actuelle) en 1964/65 ; les exportateurs à leur tour, ne réinvestissaient sur place qu'une très faible partie des revenus tirés de cette activité, soit selon Assoumou, 1,6% seulement en 1968/69. La règle pour eux était et reste de l'avis de cet auteur, « le rapatriement systématique des bénéfices. » Dans ces conditions, ajoute-il, l'exploitation et l'exportation du cacao ne sauraient féconder l'économie nationale. Et ce d'autant que les prélèvements effectués par l'Etat servaient très peu le développement national en tant que tel. Ainsi, la Banque créée pour le financement des activités agricoles, ne consentait surtout de crédits qu'aux fonctionnaires, agents publics et autres opérateurs économiques, qui les orientaient vers le secteur d'investissement le plus porteur à cette époque, l'immobilier en l'occurrence.

La Caisse de Stabilisation des prix du cacao, qui vient d'ailleurs d'être profondément réorganisée et réorientée, souffrant d'un énorme déficit dû aux financements fantaisistes que l'Etat l'obligeait à effectuer en faveur de divers organismes publics ou parapublics, servait pratiquement de « vache à lait » de l'administration publique, de fonds de solidarité ou encore de banque occulte, finançant tout sauf l'amélioration des conditions de vie des producteurs de cette denrée. C'est ainsi qu'elle fut mise à contribution pour l'achat de navires ou d'avions des compagnies nationales de navigation aérienne ou maritime, pour la construction de stades omnisports dans les deux plus grandes villes du pays, etc.

Assoumou peut ainsi signaler que<sup>54</sup>

*Ces aides diverses à l'économie (consenties par la Caisse de Stabilisation) constituent en fait une masse monétaire de manœuvre mobilisée en permanence au service de l'économie générale et de l'Etat, dont les emplois (subventions, prêts ou*

---

<sup>54</sup> Ibid. p. 287

*prises de participation) vont du financement de la production agricole à l'amortissement de la dette publique, en passant par le paiement des arriérés d'eau et d'électricité des communes, etc. [Elles constituent] un élargissement du rôle de la Caisse qui apparaît comme une nécessité nationale pour soutenir le progrès économique général. Cet élargissement devrait appeler [...] une politique plus cohérente et plus sélective de ses interventions en vue d'améliorer l'efficacité sans compromettre la promotion du planteur et du potentiel cacaoyer lui-même.*

Le cacao n'est donc pas à l'origine d'une accumulation de capital susceptible d'enclencher le cycle du développement ou tout au moins des investissements productifs, créateurs d'emploi et ayant des complémentarités avec d'autres secteurs économiques. On peut en dire autant de sa contribution à l'industrialisation du pays.

b-3). L'industrialisation par le cacao : un rendez-vous manqué.

En effet, la production cacaoyère a peu d'effets d'entraînement ou de complémentarité sur le plan industriel. Ainsi, en amont on retrouve une société de fabrication de matériels destinés à l'entretien des plantations cacaoyères ou de collecte de cette denrée, tel que des machettes, haches, pèles, pioches, arrosoirs, pulvérisateurs et sécateurs. Qui mettent en jeu des technologies rudimentaires et ne comportent par conséquent aucun transfert valable de technologies des pays avancés vers ceux qui s'engagent sur la voie du développement, selon la thèse de Gerschenkron. De plus, cette industrie de « seconde classe » pratiquement liée au cacao, n'entraîne véritablement aucune transformation technologique pouvant servir de tremplin aux multiples exploitants individuels à peine lettrés qui sont les principaux producteurs de cette matière.

En aval existent une société de fabrication de sacs pour l'emballage des fèves de cacao, ainsi que des industries de transformation de ces fèves en beurre et poudre de cacao et en chocolat.

Après une analyse détaillée de l'apport de ces unités de production dans la production industrielle et l'acquisition de technologies dans le pays, Assoumou<sup>55</sup> a noté à cet effet que, contrairement à bon nombre de producteurs d'Amérique du sud qui transforment localement la totalité de leur récolte cacaoyère, le Cameroun

---

<sup>55</sup> Ibid. p. 296.

ne traitait qu'une petite partie de sa production, soit 27% environ. Par ailleurs, les demi-produits représentaient encore 73% de l'ensemble des produits cacaotés. En outre, a-t-il encore indiqué<sup>56</sup>, c'est une industrie de main-d'œuvre, dont les dimensions sont cependant trop modestes pour apporter un soulagement sensible au problème du chômage, et dont les besoins en main- d'œuvre qualifiée sont faibles. En conclusion, il relève que

*Les entreprises industrielles fondées sur l'exploitation du cacao-dont les équipements et les matières premières (outre le cacao) sont entièrement importés de l'étranger, dont le capital et la gestion restent sous contrôle étranger, dont la production est pour certaines d'entre elles entièrement exportée-constituent un groupe largement extraverti, dont les effets induits apparaissent localement négligeables ou nuls [...]. Aussi n'ont-elles pas entraîné, faute d'une demande intérieure suffisante, la création d'industries connexes de machines et de biens intermédiaires.*

Par conséquent à son avis, l'exploitation manufacturière du cacao n'est pas une industrie industrialisante. Elle ne peut donc soutenir la croissance économique et ne saurait constituer le point de départ d'un développement dynamique, auto-entretenu et suffisamment fort pour amortir dans des limites acceptables les effets des fluctuations des prix de la denrée sur les marchés nationaux et internationaux.

Finalement, l'étude d'Assoumou se termine par un constat amer, voire désabusé sur l'économie du cacao<sup>57</sup>.

*On doit reconnaître, remarque-t-il, que le cacaoyer n'est pas une plante développante. En soi, rien ne l'y prédispose : ni son caractère pérenne qui confisque les meilleures terres et chasse les autres cultures, ni sa nature biologique ou ses exigences technologiques élémentaires, incapables d'induire un certain progrès technique, ni sa grande sensibilité aux parasites.*

Il en est de même des autres produits primaires d'exportation comme le café, le coton, l'arachide, etc., qui ne sont de l'avis d'Assoumou, que « des secteurs de purs prélèvements financiers », ne pouvant en aucune façon rompre les équilibres

---

<sup>56</sup> Ibid. p. 297.

<sup>57</sup> Op. cit., pp. 315-316.

et cercles vicieux du sous-développement, ainsi que les pesanteurs d'économies qui demeurent de traite.

Quelles solutions peuvent par conséquent être suggérées aux pays qui à l'instar du Cameroun, se retrouvent avec des matières premières peu développantes comme moteur de leur économie et facteur principal de leur bien-être matériel ?

Cette question nous permet d'aborder les réflexions qui ont été développées en vue du passage des économies de matières premières à d'autres, plus auto-suffisantes.

## C/. LES ALTERNATIVES AUX ECONOMIES DES MATIERES PREMIERES.

Deux alternatives ont été avancées pour sortir des économies de produits de base. Ce sont celles proposées par les théoriciens de la détérioration des termes de l'échange, notamment Prebisch et Singer, et celles qui ont été rendues publiques par la Commission des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement, C.N.U.C.E.D. Toutefois, avant de faire état des écrits relatifs à la détérioration des termes de l'échange, il nous paraît indiqué de fournir une brève explication de cette problématique.

### 1/. – La Problématique de la Détérioration des termes de l'Echange

Pour mieux la cerner, nous notons qu'Albertini<sup>58</sup> explique simplement en termes économiques ce phénomène comme étant en quelque sorte « le pouvoir d'achat des produits exportés »<sup>59</sup>. Nous devons cependant déterminer ce que ces notions recouvrent effectivement comme contenu pratique, ainsi que leurs facteurs explicatifs.

#### a). Détermination de la Détérioration des Termes de l'Échange.

---

<sup>58</sup> Jean-Marie Albertini, *Les Mécanismes du Sous-Développement*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1967, 349 pages.

<sup>59</sup> Op. cit., p. 111.

Les termes de l'échange sont calculés à partir du rapport entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation, soit :

Termes de l'échange net=indices du prix des exportations sur indice du prix des importations x 100.

Quant aux termes de l'échange brut, ils sont établis en fonction des volumes des importations et des exportations, soit :

$$\text{Termes de l'échange brut} = \frac{\text{Indice du volume des importations}}{\text{Indice du volume des exportations}} \times 100$$

Le pourcentage obtenu à la suite de cette opération, permet d'éliminer les variations dues aux modifications de la valeur de la monnaie d'échange.

En fait pour Albertini, même si la notion de « termes de l'échange » doit être maniée avec prudence car les statistiques qui la fondent peuvent être sujettes à caution sur de longues périodes, on ne peut cependant pas nier que ce phénomène a d'énormes conséquences sur la stabilité d'abord, la croissance et/ou le développement économiques des pays qui en subissent les revers ensuite.

En effet, indique-t-il par exemple, entre 1938 et 1952, cette détérioration des termes de l'échange bruts a été de 19%, en dépit d'une forte amélioration constatée pendant la IIe Guerre Mondiale. Et entre 1950 et les années 70, une autre détérioration de 17% de ces termes de l'échange s'est produite, à l'exception toutefois de ceux concernant le pétrole

La situation ainsi empiriquement constatée s'explique théoriquement selon Albertini<sup>60</sup> en rapport avec deux facteurs économiques essentiels, la demande et les prix.

## b). Les Facteurs Explicatifs du Phénomène

### 1/ - La Demande.

---

<sup>60</sup> Ibid. pp. 109-110

Pour ce qui concerne la demande, celle-ci varie en fonction de la psychologie des acheteurs. Ainsi précise-t-il, « dès que le marché marque une tendance à la hausse, les opérateurs dans le secteur des matières premières s'empressent de constituer des stocks, précipitant par là-même la montée en flèche des prix ». Pour peu qu'une légère baisse se dessine, personne n'achète, dans l'espoir d'un effondrement total des prix. Les variations hiératiques des prix de denrées dont la production se prête à peu de flexibilité, accentuent par conséquent les cycles et montrent la vulnérabilité de ce secteur.

Par ailleurs, Albertini note encore qu'à l'influence néfaste du comportement de la demande, vient s'ajouter l'action des stocks stratégiques, qui sont les réserves constituées par les pays consommateurs en général, dans l'éventualité d'une guerre. Ces stocks sont cependant utilisés par les pays consommateurs pour amplifier les variations, en général dans le sens qui leur est favorable, celui de la baisse continue des prix.

## 2/. Les prix

Quant aux prix, Albertini montre que le commerce des produits de base est aux mains de groupes capitalistes possédant à la fois des exploitations de ressources naturelles dans les pays du Tiers-Monde et des entreprises dans les pays industrialisés.

Par conséquent pour lui, les prix qui sont pratiqués sur ces marchés ne sont pas le résultat d'une confrontation libre et sincère des offres et des demandes indépendantes, mais seulement d'une partie de ces offres et de ces demandes, « les moins régulières et les plus marginales, donc soumises à une grande instabilité »<sup>61</sup>

Finalement à son avis, avec des économies basées sur les matières premières, les pays pauvres ne peuvent que subir la loi de l'offre et de la demande qui est le mécanisme central régulateur d'un marché libre et concurrentiel, mais qui dans ce cas, leur échappe totalement et jouera presque toujours contre eux. C'est pourquoi il peut avancer que :<sup>62</sup>

---

<sup>61</sup> Ibid. p. 109.

<sup>62</sup> Ibid. p, 110.

*Alors que les exportations d'un pays du Tiers-Monde se limitent généralement à un ou deux produits, ses importations sont composées d'une gamme beaucoup plus étendue de produits dont les variations de prix tendent à se compenser. D'autre part, les prix des produits manufacturés qui constituent la majeure partie des importations des pays à productions primaires, comportent un coût de fabrication élevé et proviennent de régions où il est difficile d'envisager une baisse des salaires ; ces facteurs concourent à leur stabilité*

C'est donc face à ce constat établi de longue date que Myrdal, Nurske et les autres économistes dits « structuralistes »<sup>63</sup> estimeront qu'

*On ne pouvait tout simplement pas postuler le système des prix de marché (dans l'échange des matières premières), mais qu'il fallait d'abord l'instituer dans les nouvelles nations, là où plus qu'ailleurs, la main invisible qui permettait à l'économie de marché de fonctionner harmonieusement, était encore plus difficile à voir.*

Nurske<sup>64</sup> examinant particulièrement les déséquilibres entre les échanges de produits provenant de pays riches ou pauvres, constatera pour sa part que les pays en développement ne pouvaient pas se fier à une croissance induite de l'extérieur par une expansion de la demande mondiale de leurs produits de base exportés, mais qu'ils devaient poursuivre une croissance équilibrée, correspondant aux élasticités de la demande extérieure par rapport aux revenus.

Ainsi par exemple, un pays comme la République centrafricaine qui compterait sur ses exportations de coton-fibre pour donner une impulsion décisive à sa construction immobilière, verrait ce secteur d'activité décliner inexorablement, même si ses exportations de coton s'accroissent d'année en année. En effet, un article paru récemment dans l'hebdomadaire « Marchés Tropicaux »<sup>65</sup>, montre bien que « les termes de l'échange mettent [...] en évidence le fait que le RCA, avec son coton, « ne s'y retrouve pas ». De fait, toujours selon cet article, de 1970 à 1991, les cours de ce produit ont varié considérablement, allant de 28,67 cents par livre-poids en 1970 à 92,85 en 1980, pour retomber ensuite à 48, 10 en 1986 et

---

<sup>63</sup> *Les Pionniers du Développement*, pp. 21-22.

<sup>64</sup> *Ibid.* p. 21.

<sup>65</sup> *Variations des cours du coton et détérioration des termes de l'échange : le cas de la RCA*, « Marchés Tropicaux », 13 mars 1992, pp. 679-682.

remonter à 82,72 en 1990. En fin de compte, prenant comme prix de référence ceux d'une tonne de coton-fibre exportée par Bangui et d'une tonne de ciment importée par ce pays, l'article révèle ceci :

*Une tonne de coton-fibre exportée permettait de payer l'importation de 9 tonnes de ciment en 1981. En pleine crise en 1986, cette même tonne ne payait plus que 3,9 tonnes du même ciment. L'amélioration de ces dernières années a permis de ramener la contrepartie de la tonne de coton à 6,2 t de ciment. On est loin des chiffres de 1981 [.....]. C'est bien cela, la dégradation des termes de l'échange.*

Sur un plan théorique plus général, l'impact de cette détérioration des termes de l'échange sur les économies des pays pauvres avait déjà été mis en lumière par des écrits de deux économistes célèbres, Raul Prebisch et Hans W. Singer.

## 2/. L'apport des théoriciens de la détérioration des termes de l'échange.

Avant de faire état des travaux de Prebisch et Singer qui sont les plus marquants dans ce domaine, il importe de relever que Hirschman<sup>66</sup> fut à l'origine de l'idée selon laquelle on doit favoriser les secteurs économiques qui ont de fortes liaisons en amont et en aval, avec une référence particulière aux produits de base. Ainsi, par des liaisons de consommation, les nouveaux revenus des producteurs de biens primaires conduiraient d'abord à des importations de biens de consommation puis, conformément à la dynamique qui à son avis, veut que ces importations soient « avalées », récupérées par le marché intérieur, à leur remplacement par la production nationale, qu'elle soit industrielle ou agricole.

En outre, les liaisons économiques instituent diverses voies par lesquelles les exportations de produits primaires peuvent donner naissance à d'autres activités économiques. Hirschman<sup>67</sup> dira que son concept de liaison devait « aider à

---

<sup>66</sup> Albert O. Hirschman, *The Strategy of Economic Development*, New Haven, Yale University Press, 1958.

<sup>67</sup> Op. cit., ch. 8.



comprendre comment une chose conduit à une autre dans le développement économique ».

Partant de ce schéma théorique quelque peu idéaliste, Prebisch montrera le jeu des forces en présence dans l'environnement économique mondial.

a). Raul Prebisch et l'industrialisation de substitution.

Pour Prebisch<sup>68</sup>, les pays industrialisés organisaient l'ensemble du système économique mondial à leur seul profit. En effet, a-t-il pu noter, en s'intéressant à la question de la diffusion internationale de la technologie et à la répartition de ses fruits, il a constaté que les faits empiriques révélaient une inégalité considérable entre les producteurs et les exportateurs de produits manufacturés d'un côté, les producteurs et exportateurs de produits de base de l'autre.

Les notions de « centre » et de « périphérie » qu'il avança dès les années 40 pour expliquer cette dynamique inégalitaire, lui permirent de mieux comprendre les liens qui existaient entre les deux entités économiques en présence. Il put ainsi postuler que les pays qui produisaient et exportaient des matières premières, constituaient une vaste périphérie hétérogène, liée aux centres producteurs et exportateurs de produits manufacturés ou incorporant des technologies avancées, dans le cadre d'un système intégré dont les modalités étaient déterminées par le centre. En général donc, les centres industriels jouaient un rôle dans cet environnement, alors que la périphérie était réduite à la passivité.

Devant ces rapports économiques déséquilibrés, en raison de l'inélasticité ou de la faible élasticité de la demande de matières premières, qui entraînait elle-même une tendance à la dégradation des termes de l'échange des exportations de produits de base, Prebisch préconisa une industrialisation de substitution et d'autres mesures de politique macro-économique, parmi lesquelles :

-Une protection modérée et sélective, de certaines activités économiques des pays de la périphérie, contribuant à corriger la contrainte étrangère qui tendait à peser sur leur développement interne, à cause de la faible élasticité par rapport aux revenus, de la demande de produits primaires importés par le centre. En comparaison, les produits manufacturés importés du centre par les pays

---

<sup>68</sup> Raul Prebisch, *The Economic Development of Latin America and its Problems*, New York, Nations-Unies, 1950.

périphériques connaissaient pour leur part une forte élasticité de la demande par rapport au revenu de cette périphérie ;

-Le remplacement des importations de ces pays périphériques par des fabrications ou productions internes, ce mouvement étant soutenu par une protection politico-économique, afin de contrecarrer la tendance à la dégradation des termes de l'échange, en évitant l'affectation de ressources productives supplémentaires aux activités d'exportation de produits primaires et en les orientant à la place vers la production industrielle ;

-Cette industrialisation, outre le fait qu'elle favorise une pénétration générale de la technologie et crée des emplois, pousse à des changements dans la structure de la production, par réaction à l'élasticité élevée de la demande de produits manufacturés. Elle réalise aussi l'augmentation de la productivité dans la production de biens primaires.

Cependant, comme le montrera plus tard Samir Amin<sup>69</sup>, les industries légères de substitution des importations se sont montrées peu développantes et ont des possibilités d'expansion limitées par la croissance du revenu<sup>70</sup>. Ainsi, pour le cas de l'Amérique du Sud qui a fait l'objet des études de Prebisch, dès le début des années 60 dans ce continent, le processus d'industrialisation par substitution des importations avait montré ses limites, ayant épuisé les possibilités d'un remplacement supplémentaire des importations sur les marchés intérieurs nationaux de biens de consommation non-durables. Il fallait donc entrer dans des formes complexes et délicates d'industrialisation dans le secteur des produits intermédiaires, des biens d'équipement et de consommation durables, qui exigeaient des marchés plus larges. Car ainsi que le souligne encore Samir Amin<sup>71</sup>, pour qu'une industrialisation soit vraiment développante, elle doit porter sur des industries de base, d'équipement et de fourniture de produits intermédiaires, mais dans le cadre de grands espaces économiques pouvant permettre la création de complémentarités industrielles.

C'est pourquoi Prebisch préconisa dès cette époque l'instauration d'un Marché Commun latino-américain. Ce dernier se dessine encore à peine de nos

---

<sup>69</sup> Samir Amin, *Le Développement du Capitalisme en Côte D'Ivoire*, Paris, Editions de Minuit, 1967, 330 pages.

<sup>70</sup> Op. cit., p. 271.

<sup>71</sup> Ibidem.

jours, en dépit de nombreux accords de libre échange, d'union douanière ou de coopération passés entre divers pays de la région.

Quant à l'Afrique, après les accords de Lagos de 1980 qui préconisaient l'instauration d'un marché commun continental, le dernier sommet de l'O.U.A, tenu à Abuja en juin 1991, a tout juste remis cette réalisation au début du prochain millénaire ! Cette indécision sur le chemin de l'union économique des pays d'Afrique, expliquerait en partie le marasme économique que connaît actuellement le continent. Quoiqu'il en soit, les recommandations de Prebisch restent d'actualité, même si elles sont utilement complétées et actualisées par celles d'un autre économiste qui s'est intéressé aux problèmes posés par la détérioration des termes de l'échange, Hans W. Singer.

b). Singer et la répartition inégale des gains du commerce international et de l'investissement.

A l'instar de Keynes, Singer<sup>72</sup> affirme qu'il a voulu rompre avec la « mono-économie », c'est-à-dire l'idée suivant laquelle l'économie consiste en un corps de vérités universelles, applicables à tous les pays et en toutes circonstances.

A son avis, Keynes montrait qu'au contraire, les règles du jeu applicables à une situation de chômage ne sont pas les mêmes que celles de l'économie classique de plein emploi.

S'agissant des problèmes posés par les marchés des produits de base, il a pour sa part insisté moins sur le paradigme néoclassique du marché concurrentiel et libre, et plus sur le pouvoir de négociation, le pouvoir financier et le contrôle de la commercialisation, de la transformation et de la distribution des matières premières. Ainsi, après avoir constaté l'instabilité chronique des prix des produits de base et des recettes découlant de leurs exportations, il explique ce déséquilibre par un certain nombre de facteurs parmi lesquels :

- Les rapports de force au sein des pays en développement, qui empêchent les producteurs de biens primaires de s'approprier des gains de productivité ;

- Ces mêmes rapports de force au sein des pays industrialisés, qui permettent aux producteurs de biens manufacturés de s'approprier leurs gains de productivité sous forme de revenus plus élevés ;

---

<sup>72</sup> Hans W. Singer, *The Terms of Trade and Economic Development*, Review of Economics and Statistics, février 1958.

-Les relations prévalant entre pays industriels et pays pauvres, qui font que les flux de capitaux qu'il s'agisse d'investissements ou des prix de cession interne des multinationales, ne sont pas favorables aux pays pauvres.

Pour lui par conséquent<sup>73</sup>

*Le commerce international entre pays en développement producteurs de biens primaires et pays industriels est autant une question de rapports de forces que de marchés classiques et d'avantages comparatifs, et les rapports de force nationaux, à l'intérieur des pays industriels et en développement ont autant d'importance que les rapports de forces entre pays industriels et pays en développement.*

Ainsi, il a pu constater que la tendance passée à la baisse des termes de l'échange de produits de base, entre 1870 et 1939 ou 1949 par exemple, était due à des forces générales et à la nature des rapports qui prévalaient à l'intérieur des pays industrialisés et des pays en développement et entre ces deux entités. Ces rapports ne pouvaient être altérés que dans le cadre d'un nouvel ordre économique international. Il en proposa les premières mesures dès 1938, avec l'institution de stocks-tampons pour les produits de base. Mais cette initiative se heurta à la résistance des Etats-Unis, qui cautionnèrent plutôt le projet de création d'une organisation internationale du commerce.

Comme on le sait, celle-ci ne vit jamais le jour, sa conférence constitutive qui se tenait à la Havane en 1947 ayant échoué en aboutissant au compromis boiteux qu'est le G.A.T.T., l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce.

Singer montre encore que de 1948 à 1973 et de cette date à 1982, la tendance à la dégradation des prix des produits de base exportés par les pays en développement par rapport à leurs importations de produits manufacturés s'est confirmée, à la notable exception du pétrole, matière stratégique des dernières décennies.

Par ailleurs, il estime que les tendances à la dégradation des termes de l'échange des exportations de produits de base peuvent encore être reliées à la domination technologique des pauvres par les riches, qui se perpétue avec l'inégale répartition des dépenses de recherche et développement entre eux.

---

<sup>73</sup> Hans W. Singer, *la Controverse des Termes de l'Échange et l'Évolution des Financements à des Conditions de Faveur : Premières Années à l'O.N.U.*, in *Les Pionniers du Développement*, P. 314.

A la suite de tous ces constats, il préconise par conséquent comme « moteur de la croissance » dans les pays producteurs de matières premières :

-Un passage des produits de base aux biens manufacturés ; ce passage s'effectuait auparavant essentiellement par la voie d'un remplacement des importations. Mais depuis la décennie 70, le développement d'explorations de produits manufacturés par certains pays en développement a atteint une ampleur qu'on ne pouvait prédire quelques décennies auparavant. C'est notamment le cas des « quatre dragons » asiatiques, et de pays dits « nouvellement industrialisés » : Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour et Taïwan, et de quelques autres comme la Malaisie, la Thaïlande, l'île Maurice ou la Chine continentale.

-Le développement d'un système d'aide internationale, afin de compenser la baisse des termes de l'échange et la réduction de la capacité d'importer des pays pauvres, par des transferts financiers divers : investissements directs étrangers (I.D.E), prêts bancaires, aides publiques au développement. Mais, comme le constate Streeten<sup>74</sup>, avec un endettement extérieur qui fait en sorte qu'un minimum de 20 à 25% des recettes d'exportations ne sont pas disponibles pour les importations, on ne fait qu'aggraver le mal, différer le problème pour mieux l'amplifier.

C'est pourquoi Singer envisage comme autres solutions aux problèmes de la commercialisation des matières premières par les pays pauvres: la modification des rapports fondamentaux de négociation, notamment par la diversification des importations ; une interdépendance collective des pays producteurs de matières de base par l'accroissement des échanges et d'investissements entre pays moins développés là où leurs positions respectives ne sont pas contradictoires et cessent d'influer sur leur position collective, puisque dans le commerce des matières premières, l'un des pays perd ce qu'un autre gagne ; et enfin, le remplacement des exportations de produits primaires par ceux ayant déjà subi une certaine transformation.

Il s'agit en d'autres termes, d'un nouvel ordre économique international et d'un « guide de politique économique » conseillant aux pays en développement de diversifier autant que faire se peut leurs exportations de produits de base, de développer leurs marchés intérieurs et de s'industrialiser, que ce soit pour remplacer les importations, les exportations ou les deux à la fois. Parce que, affirme-t-il<sup>75</sup>

---

<sup>74</sup> Paul P. Streeten, *Approaches to a new International Economic Order*, World Development, Vol 10, No 1 (janvier 1982) pp. 1 et 8.

<sup>75</sup> *Les Pionniers du Développement*, Op. cit., p. 310.

*Dans la mesure où ils y parviendraient, ils éviteraient directement pour eux-mêmes les conséquences de la dégradation des termes de l'échange et de la faiblesse des gains de productivité, et permettraient peut-être à d'autres moins développés d'y échapper.*

Globalement, c'est vers ces différentes directions qu'ont porté les recommandations élaborées il y a deux ans par la C.N.U.C.E.D.

### 3/. LES RECOMMANDATIONS D'UN GROUPE D'EXPERTS DE LA C.N.U.C.E.D.

Formé en mars 1989, un groupe d'une quinzaine d'experts fut réunis par le Secrétariat-Général de l'O.N.U. Placé sous l'égide de la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement et présidé par un ancien Premier ministre australien, Malcolm Fraser, il a rendu public en mai 1990, un rapport sur les problèmes posés par le commerce des produits de base africains et la solution qui pourrait y être apportée. Ce groupe comprenait entre autre l'économiste canadien Gerald K. Helleiner, le Général Obasanjo du Nigéria et Claude Cheysson, ancien Commissaire européen au développement. Après avoir analysé le problème sous tous ses aspects, économiques, démographiques, gouvernementaux, administratifs, financiers, scientifiques et technologiques, il a proposé des solutions d'ordre national, régional et international. Nous les présentons succinctement, avant de conclure ce travail.

#### a). Solutions au niveau national.

Sur le plan national, ces experts ont notamment recommandé :

-L'encouragement de la diversification des matières premières exportées, une plus grande transformation sur place de celles-ci, et l'encouragement d'activités économiques alternatives telles que le tourisme et des industries manufacturières de main- d'œuvre.

- Des réformes institutionnelles en vue de permettre une exploitation optimale du potentiel de production du secteur des produits de base, notamment des efforts accrus pour l'éducation, la santé et la formation professionnelle ;

-La planification à long terme d'une stratégie dans ce domaine, qui prenne explicitement en considération l'environnement macro-économique, les besoins en

ressources primaires et humaines, en recherche et développement et en technologies ;

-Des politiques macro-économiques nationales, notamment de taux de change, fiscales, de prix etc., qui encouragent les producteurs et permettent d'accroître la productivité dans ce secteur ;

-Le développement des capacités des administrations nationales, leur permettant de mieux gérer ce secteur, soit par la décentralisation, soit par la privatisation, soit enfin par une plus grande imputabilité.

b). Au niveau régional, ces experts ont recommandé :

-Une action déterminée et réaliste des gouvernements africains vers une coopération et une intégration économiques régionales plus effectives, notamment dans les domaines des matières premières, de l'enseignement supérieur, de la recherche agronomique, de la prospection des marchés, des transports et autres infrastructures de développement ;

-La promotion de la coopération en matière de commerce, avec notamment la rationalisation et la simplification des procédures et documents du commerce inter-africain, en particulier des documents de douane, afin de diminuer sinon d'éliminer les délais d'attente aux frontières ;

-La levée de barrières au commerce intra-africain, y compris celles qui sont non-tarifaires ou de protection artificielle ;

-Enfin, la formation d'associations régionales devant faciliter les transactions et les concertations de tous genres entre les pays du continent.

c). Sur le plan international enfin, ce rapport a souligné entre autres, l'effet bénéfique que constituerait pour le commerce des matières premières africaines, la levée des protections administratives des marchés de la C.E.E. et d'autres pays développés, contre les exportations de produits de base ou manufacturés en provenance de pays en développement. Ces protections empêchent la diversification et l'industrialisation des pays pauvres et vont à l'encontre des règles coutumières du commerce international.

-Dans ce sens, les experts de la C.N.U.C.E.D ont recommandé la remise en cause de l'accord Multifibres, le plus tôt possible

Cependant, la recommandation qui, au plan international nous a paru la plus pertinente, est celle qui pousse les pays producteurs de denrées de base à mieux connaître les mécanismes du marché international, à en saisir toutes les

opportunités afin de les mettre à contribution dans la lutte de l'Afrique contre les cercles vicieux de la pauvreté et du sous-développement. Ainsi, indique ce rapport<sup>76</sup>

*We [.....] recommend that African Governments assess critically the various international marketing mechanisms available for a commodity( e.g. direct sales, auctions, long- term contracts), the mechanisms that could possibly be made better use of, (future markets, counter trade, etc.) in the light of the specific conditions of the commodity and the country; and implement policies which promote and facilitate marketing arrangements that best fit with the market chosen, in particular, that make greater efforts to develop new overseas markets, including those in Eastern Europe and Asia.*

## CONCLUSION

Car nous pensons que les parts de marché en particulier, le développement en général, doivent être perçus et conçus comme la liberté. Comme elle, ces derniers ne s'octroient pas, ils se gagnent. Par la force de moins en moins, par l'intelligence et le savoir de plus en plus. Il appartient donc aux pays handicapés dans les échanges internationaux par le boulet que sont désormais les matières premières, de savoir exploiter avec intelligence, persévérance, organisation et méthode, toutes ficelles d'un marché international qui, tout en étant étroitement contrôlé, ne peut être totalement maîtrisé par les pays industrialisés. Même si ceux-ci s'y octroient la part du lion<sup>77</sup>, tant les contes africains qu'occidentaux montrent bien qu'un lion peut être soit sérieusement dérangé par un moucheron, soit ridiculisé par une faible mais sage tortue, ou tout simplement, vieillir et s'affaiblir.

---

<sup>76</sup> *Africa's Commodity Problems: Towards a Solution*, Op. cit., p. 67.

<sup>77</sup> Streeten note à cet effet que « ...dans l'économie mondiale, des forces sont à l'œuvre qui favorisent une répartition inégale des gains du commerce extérieur et plus généralement du progrès économique, si bien que la part du lion va aux lions, tandis que les pauvres agneaux sont eux-mêmes engloutis dans le processus ». Paul P. Streeten, *Development Perspectives*, London, Macmillan, 1981, p. 217.



## BIBLIOGRAPHIE

**Albertini**, Jean-Marie, *Les Mécanismes du Sous - Développement*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1967, 349 pages.

**Amin**, Samir, *Le Développement du Capitalisme en Côte D'Ivoire*, Paris, Editions de Minuit, 1967, 330 pages.

**Assoumou**, Jean, *L'Economie du Cacao*, Paris, Jean-Pierre Delage, 1977, 351 pages.

**Atangana**, Joseph-Marie Zang, *Les Forces Politiques au Cameroun Réunifié*, Paris, l'Harmattan, 1989, 3 tomes.

**Bilongo, Robert ; Latour, Robert ; Fansi, Théodoret-Marie,** *Analyse des Flux Physiques sur le Marché Mondial du Café*, Montréal, H.E.C., Cahiers du CETAI, No 87-13, octobre 1987, 29 pages.

**Cairncross, Alex,** *The Place of Capital in Economic Progress*, Leon Dupriez (ed), Louvain, Institut de Recherches Economiques et Sociales, 1955, p. 248.

**Clark, Colin,** *L'Economie du Développement : Premières Années*, pp. 65-85 in *Les Pionniers du Développement*, Gerald M. Meier et Dudley Seers (eds), Paris, Economica/Banque Mondiale, 1988, 398 pages.

**Easterbrook, Thomas W.,** *North American Patterns of Growth and Development: The Continental Content*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, 272 pages.

**Epstein, Gene,** *Oversupply, New habits hit Coffee Market*, The Globe and Mail, February 24, 1992, page B9.

**Gaillard, Philippe,** *Le Cameroun*, Tome 2, Paris, l'Harmattan, 1989, 238 pages.

**Gerschenkron, A.,** *Economic Backwardness in Historical Perspective: A Book of Essays*, Cambridge, Mass, 1962,

**Hirschman, Albert O.,** *The Strategy of Economic Development*, New Haven, Yale University Press, 1958.

**Innis, Harold Adams,** *The Fur Trade In Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1956.

“**Le Monde**”, Paris, 26 février 1964.

“**Marchés Tropicaux**” *Variations des cours du coton et détérioration des termes de l'échange: le cas de la RCA*, 13 mars 1992, pp. 679-682.

**Mvilongo-Tsala, Anselme,** *Dépendance et Reproduction de la Dépendance dans la Politique Etrangère du Cameroun : Un Essai d'Interprétation*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Thèse de Maîtrise en Science Politique, 1982, 231 pages.

**Myrdal, Gunnar,** *La Théorie Economique et les Régions Sous-Développées*, Londres, University Paperbacks, Methuen, 1965, p. 55.

**Ngandjeu, Jean,** *Le Cameroun et la Crise : Effondrement ou Renaissance ?* Paris, l'Harmattan, 1989, 331 pages.

**Pomfret**, Richard, *The Economic Development of Canada*, Toronto, Methuen, 1981, 216 pages

**Prebisch**, Raul, *The Economic Development of Latin America and its Problems*, New York, Nations-Unies, 1950.

**Rodney**, Walter, *Et L'Europe Sous-Développa l'Afrique : Analyse Historique et Politique du Sous-Développement*, Paris, Editions Caribéennes, 1986, 294 pages pp. 11-12.

**Rostow**, Walt Whitman, *Les Etapes de la Croissance Economique*, Paris, Seuil, 1960.

**Seck**, Diery, *The Sources of Fluctuations in Countries' Exports Revenues*, Montréal, H.E.C., Cahiers du CETAI, No83-08, mai 1983, 37 pages.

**Singer**, Hans W., *La Controverse des Termes de l'Echange et l'Evolution des Financements à des Conditions de Faveur : Premières Années à l'O.N.U.*, in *Les Pionniers du Développement*, P. 314.

**Singer**, Hans W., *The Terms of Trade and Economic Development*, Review of Economics and Statistics, février 1958.

**Skelton**, O. D., *General Economic History, 1867-1912*, Toronto, 1913, p. 191.

**Streeten**, Paul P., *Approaches to a new International Economic Order*, World Development. Vol 10, No 1 (janvier 1982) pp. 1 et 8.

**Streeten**, Paul P., *Development Perspectives*, London, Macmillan, 1981, p. 217.

**Suret-Canale**, Jean, *Afrique et Capitaux*, Montreuil, L'Arbre Verdoyant, 1987, 860 pages.

**Tremblay**, Rodrigue, *L'Economie : Analyse Macro-Economique*, Montréal, les Editions HRW Ltée, 1975 (3<sup>e</sup> édition) 332 pages.

**Watkins**, M.H., *A Staple Theory of Economic Growth*, Canadian Journal of Economics and Political Science, 29, may 1963, pp. 141-158.

**U. N. C. T. A. D.**, *Africa's Commodity Problems: Towards A Solution*, United Nations Secretariat-General's Experts Group on Africa's Commodity Problems Geneva, 1990, 164 pages.